

Face à l'internationale d'extrême droite : que reste-t-il de la quatrième vague féministe ?

<https://www.contretemps.eu> redaction

L'extrême droite est à l'offensive à l'échelle mondiale et les mouvements - et conquêtes - féministes sont l'une de ses cibles. Que peuvent ces mouvements face à la vague néo-réactionnaire portée par Trump, Milei et consorts ? Quelle stratégie adopter ? [Aurore Koechlin](#) propose une série de réponses en commençant par un bilan de ce qu'on a pu appeler la quatrième vague féministe.

Il y a dix ans, en 2015, naissait le mouvement *Ni Una Menos* en Argentine, suite à une série de féminicides, dont celui de Chiara Páez. Les manifestations massives qui déclaraient « pas une femme de moins », constituaient le premier acte d'une mobilisation féministe internationale, qui allait bientôt embraser l'Amérique latine, puis le monde avec *Me Too*. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) devenait le centre de ce qu'on peut appeler « la quatrième vague du féminisme ».

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le Mexique, ou la Colombie, ces luttes se sont traduites par des victoires, avec l'obtention par la mobilisation de la légalisation de l'avortement. Dix ans après pourtant, le tableau semble plus sombre. En Argentine comme aux États-Unis, l'extrême droite, via Milei et Trump, a pris le pouvoir. Leurs politiques s'attaquent directement aux luttes et aux acquis féministes et LGBTI+ de la décennie précédente. Tant et si bien qu'il semble légitime, en ce 8 mars 2025, de s'interroger : que reste-t-il de la quatrième vague féministe ?

Différentes réponses politiques à la crise de la reproduction sociale

La montée, puis la prise de pouvoir, par le fascisme dans les années 1920 et 1930 est classiquement interprétée comme une réponse à la force du mouvement ouvrier, et au risque d'une révolution imminente. Plus précisément, la crise politique ouverte par la crise économique de 1929 ne parvenait à être réglée ni par le maintien au pouvoir de la bourgeoisie, ni par la prise de pouvoir du prolétariat. Le fascisme est alors apparu comme une réponse crédible à une bourgeoisie en pleine crise d'hégémonie.

Elle faisait en quelque sorte d'une pierre deux coups : conserver son pouvoir économique via un gouvernement qui défendrait ses intérêts, et écraser toute contestation par la destruction physique du mouvement ouvrier. Cette corrélation entre montée de l'extrême droite et force du mouvement ouvrier est précisément ce qui a poussé ces dernières années une partie de l'extrême gauche à minimiser le danger de l'extrême droite : la bourgeoisie parvenant malgré tout à imposer ses contre-réformes libérales, l'extrême droite n'aurait pas été une réelle alternative aux yeux des classes dominantes. À tort malheureusement, comme l'évolution de la situation l'a montré.

Dans cette perspective, on pourrait alors relire la montée de l'extrême droite à l'échelle internationale dans les années 2010 et 2020 comme une réponse à la force non moins internationale du mouvement féministe et LGBTI+ : c'est par exemple l'analyse que propose Veronica Gago^[1]. Le mouvement féministe aurait en quelque sorte pris la place d'un mouvement ouvrier affaibli, notamment en mettant en son centre l'arme de la grève féministe comme réponse aux attaques néolibérales et patriarcales contemporaines. Et de

Il est symptomatique que Milei arrive au pouvoir dans un des pays où le mouvement féministe a été le plus fort ces dernières années, l'Argentine. Dès son accession au pouvoir, Trump a immédiatement promu un ensemble de décrets anti-trans, transférant les femmes trans emprisonnées dans des prisons pour hommes, déremboursant les transitions pour les mineur·e·s, interdisant aux personnes trans le service militaire et les compétitions sportives, ou encore faisant annuler les passeports des personnes non binaires. L'actrice Hunter Schafer, connue pour son interprétation dans la série *Euphoria*, a dénoncé récemment sur les réseaux sociaux que suite à son renouvellement de passeport, on lui a imposé la lettre « M », alors que son genre à l'état civil avait été changé depuis qu'elle était adolescente. Trump a également interdit l'usage par son administration ou par les recherches scientifiques financées par l'État de certains mots, désormais interdits – comme « genre », « femme », « LGBT », « race », ou encore « changement climatique ».

Mais la montée de l'extrême droite n'est pas d'abord une réponse à la force du mouvement féministe : si ces deux phénomènes sont effectivement corrélés, c'est qu'ils sont le produit d'un tiers facteur, la crise du capitalisme et de sa dernière mue néolibérale, crise qui est tant économique et sociale que sanitaire et écologique. Or, dans cette crise multiforme, la question du genre est centrale. En effet, un des aspects que revêt la crise du capitalisme néolibéral n'est autre que la crise de la reproduction sociale, également appelée « crise du care ».

Qu'entend-on par-là ? Le capitalisme est depuis toujours pris dans une contradiction indépassable entre sa recherche effrénée d'accumulation de la sur-valeur, produite par la force de travail, et la nécessité dans laquelle il se trouve de reproduire cette dernière, donc d'assigner une partie de la force de travail non à la production de la sur-valeur mais à la reproduction de la force de travail elle-même (historiquement, cette assignation a surtout été celle des femmes, des populations immigrées et aujourd'hui racisées). Nancy Fraser a bien montré comment à chaque époque du capitalisme, ce dernier est parvenu à résoudre cette contradiction de façon différente, mais toujours imparfaite^[2].

Aujourd'hui, à un capitalisme néolibéral correspond une gestion néolibérale de la reproduction sociale. Celle-ci connaît alors un double mouvement. D'un côté, la prise en charge de la reproduction sociale par les services publics est remise en cause (baisse des financements, manque d'effectifs, fermetures, etc.) pour que se développe au contraire sa marchandisation. De l'autre, la reproduction sociale revient de plus en plus à la charge des femmes de façon gratuite et invisibilisée dans le cadre familial. C'est ce que souligne Nancy Fraser :

« Dans un contexte d'inégalités sociales croissantes, cela aboutit à une reproduction sociale à deux vitesses : utilisée comme marchandise pour ceux qui peuvent en payer le prix, restant à charge de ceux qui n'en ont pas les moyens »^[3].

Si bien que la prise en charge de la contradiction passe par un dépassement de celle-ci, en faisant en partie au moins du travail reproductif un travail productif de sur-valeur sur le marché. Mais ce dépassement se fait au prix de la reproduction sociale elle-même : un certain nombre de travailleur·se·s ne parviennent plus à assurer leur propre reproduction

Or, ces évolutions ne se font pas sans une réponse du mouvement féministe et LGBTI+. La quatrième vague du féminisme, en soulignant combien la famille est le lieu de production de violences, combien la construction de deux genres uniques et opposés sert en définitive à la renforcer, remet en question cette structure comme unité économique de la société. Elle défend au contraire une autre prise en charge de la reproduction sociale, par sa socialisation, tout au contraire de ce que fait le néolibéralisme. La quatrième vague féministe propose ainsi de sortir de la crise de la reproduction sociale par le développement des services publics, mais aussi leur extension, par exemple par la mise en place de crèches et de cantines collectives dans les entreprises et dans les lieux de vie.

L'extrême droite propose une résolution bien différente à cette crise de la reproduction sociale, et en tout point opposée. De la même façon que dans le champ de la production elle propose un néolibéralisme autoritaire et identitaire, elle propose dans le champ de la reproduction sociale une version encore plus autoritaire et identitaire de ce qui existe déjà. Il va s'agir de poursuivre la destruction des services publics et leur mise sur le marché de façon accélérée, tout en en préservant une fraction de la population, du moins c'est ce qu'elle promet en discours.

Félien Faury a effectivement montré que le RN défendait une forme de « protectionnisme reproductif » pour les classes moyennes blanches, ce qui pourrait d'ailleurs constituer une des raisons explicatives du vote des femmes pour le RN en France^[4]. L'accès à ce qui reste de services publics ne serait ainsi assuré que pour les populations blanches. Mais au-delà, l'extrême droite propose une autre voie d'issue à la crise de la reproduction sociale, et qu'elle assume très largement – le retour des femmes au foyer, dont les *trad wives* sont la manifestation la plus spectaculaire sur les réseaux sociaux.

C'est pourquoi la production idéologique d'un discours réactionnaire et transphobe n'a pas uniquement pour but d'écraser les avancées de la nouvelle vague féministe, ni d'instrumentaliser ces thématiques dans un but électoral autour de « paniques morales » construites de toute pièce, même si ces deux dimensions sont évidemment importantes. Elle est aussi parfaitement en adéquation avec une vision du monde congruente entre la sphère de la production et la sphère de la reproduction. La famille doit reprendre toute sa dimension économique, elle doit redevenir le lieu central de la reproduction sociale : pour ce faire, il faut une idéologie qui le justifie et qui réaffirme cette fiction qu'est la famille hétérosexuelle monogame composée d'un « homme » et d'une « femme », avec une division clairement genrée du travail.

Féminisme ou barbarie : une polarisation accrue

Regarder une telle situation en face a de quoi inquiéter. D'un certain côté, les années 2010 où nous connaissions un incroyable élan de mobilisations nationales – avec les mobilisations contre la Loi travail, celles des étudiant·e·s et des cheminot·e·s, ou encore celle des Gilets jaunes – et internationales – qu'on pense à Black Lives Matter ou à Me Too – semblent bien lointaines. Cette situation n'est pas effacée bien sûr, et nous devons nous rappeler qu'en France, la plus grande mobilisation de ces dernières années, celle contre la réforme des retraites, a eu lieu il y a seulement deux ans. Mais il est indéniable que la

situation a évolué : il est difficile aujourd'hui de ne pas tenir compte dans l'équation politique du danger que représente cette internationale d'extrême droite qui s'est développée, qui gouverne dans de nombreux pays, et qui en menace d'autres.

Néanmoins, la montée de l'extrême droite ne met pas fin à la quatrième vague féministe. La particularité de la situation est que les deux ont lieu simultanément. En France, le mouvement Me Too continue de se développer dans toutes les sphères de la société : le procès Mazan en est une fois de plus la preuve, et avec l'affaire Bétharram, pose enfin à une échelle de masse la question de l'inceste et de l'oppression spécifique des enfants. Aux États-Unis, suite à la révocation de l'arrêt Roe vs Wade, une véritable mobilisation numérique s'est déployée sur Tik Tok afin de permettre aux femmes souhaitant avorter et ne pouvant plus le faire d'être hébergées dans un autre État, voire un autre pays, comme le Canada^[5].

En Argentine, une manifestation massive a eu lieu le 1^{er} février dernier pour répondre aux propos anti-féministes et anti-LGBTI+ de Milei. La situation est donc avant tout caractérisée par une très forte polarisation. Cette polarisation trouve d'ailleurs une expression dans certaines enquêtes scientifiques. Il y a quelques mois, *Le Monde* titrait « Les jeunes femmes sont de plus en plus progressistes, tandis que les hommes du même âge penchent du côté conservateur »^[6] : ce constat effectué par plusieurs études concerne les jeunes générations, et a lieu simultanément à l'échelle internationale, puisqu'il se retrouve tout aussi bien en Europe, aux États-Unis, qu'en Corée du Sud, en Chine ou en Tunisie.

En France, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) ne dit pas autre chose dans son dernier rapport de janvier 2025, intitulé significativement « À l'heure de la polarisation » : surtout chez les jeunes, les femmes sont plus féministes, et les hommes sont plus masculinistes^[7].

Dans un tel contexte de polarisation croissante, et de force de la quatrième vague féministe à l'échelle internationale, le mouvement féministe doit prendre la mesure de toutes ses responsabilités dans la lutte contre l'extrême droite.

Dans les pays où il est le plus fort, il doit être force d'impulsion pour des réponses unitaires contre l'extrême droite – manifestations, constitution de collectifs unitaires pour organiser la riposte, grèves féministes contre l'extrême droite. Dans les pays où il est plus faible, la question se pose un peu différemment. C'est le cas de la France, dont la particularité est double : d'une part, le mouvement social y est très fort, d'autre part, la quatrième vague ne s'y est pas développée autant que dans d'autres pays, y compris d'Europe (par exemple l'État espagnol, l'Italie, la Belgique ou la Suisse). Cela implique trois choses.

Premièrement, le mouvement féministe ne doit pas tomber dans le piège sectaire d'un repli sur lui-même à une heure où il peut se sentir très minoritaire. Cette tentation est toujours présente, elle peut l'être d'autant plus dans une période où le risque de démoralisation est fort. Parce que le mouvement féministe a le sentiment que son action politique ne parvient pas à influencer la société, il se tourne sur lui-même, sur ses débats internes, sur le niveau de responsabilité dans la situation de chaque collectif, pire, sur le degré de pureté militante de chacun·e de ses membres. Quel groupe, quel·le individu a dit, a fait telle chose problématique ? Et dans une période au climat dégradé, on ajoute de la peur à la peur. Rien de plus démobilisateur. Nous devons nous le répéter une fois pour toute : nos pratiques et nos discours ne seront jamais « parfaits » tant que nous vivrons dans une société qui demeure inchangée par ailleurs. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas les politiser, mais cela veut dire qu'il est absurde de les moraliser.

Ensuite, le mouvement féministe doit réussir à se détacher au moins partiellement des critiques qui le créditent de tous les maux de la terre, et qui ne peuvent tout simplement là encore que mener à l'inaction. Les risques de récupération par l'État, le fait que les fractions les plus dotées du mouvement (en termes de race et de classe) soient celles qui soient le plus mises en avant, son caractère situé, etc., n'est pas le propre du mouvement féministe, il concerne tous les mouvements sociaux : que chacun·e balaye devant sa porte. Pourquoi n'interroge-t-on que le mouvement féministe ? Je vous laisse deviner la réponse.

Cela ne veut bien sûr pas dire qu'il ne faille pas œuvrer à améliorer cet état de fait, c'est une certitude. Mais cela ne doit pas servir de prétexte pour disqualifier l'entièreté du mouvement, comme c'est le cas depuis des années dans certains milieux d'extrême gauche, pourtant souvent bien moins prompts à critiquer les syndicats et les partis. Depuis Me Too, des femmes et des minorités de genre qui n'avaient jamais milité auparavant se sont politisé·e·s sur la question des VSS : plutôt que de leur reprocher de ne pas être suffisamment anti-carcéral·e·s, passons un cap en les convainquant que l'extrême droite, par sa vision du genre, des sexualités et de la famille, est notre ennemi mortel. Nos choix, nos corps, nos familles, nos vies sont en jeu. En tant que femmes, que LGBTI+, nous n'avons rien à prouver.

C'est donc tout le contraire qu'il faut faire. Il faut agir, et il faut le faire dans la démarche la plus large et unitaire possible. D'autant plus que, sous la pression de la situation, des clarifications ont lieu en accéléré. Dans le mouvement social, l'islamophobie, les attaques anti-trans, sont maintenant clairement identifiées à l'extrême droite. Parallèlement, le mirage d'un féminisme néolibéral, qui depuis les années 1980 avait fait tant de promesses, est en train de s'effondrer sous nos yeux, avec le ralliement des secteurs du capitalisme réputés « progressistes » à Trump. Le plus marquant est sans doute celui du secteur de la Tech, avec l'exemple de Mark Zuckerberg, qui a, du jour au lendemain, mis fin à toute politique de diversité au sein de son entreprise, et tenu un discours crypto-masculiniste. Ce faisant, nous avons la démonstration éclatante que le capitalisme n'a jamais été que tactiquement et en apparence un allié des femmes et des minorités de genre.

Enfin, le mouvement féministe doit sortir de son isolement, et renforcer ses alliances. La première et la plus évidente vu le danger de l'extrême droite est bien sûr avec le mouvement antiraciste. Une autre est également d'une grande importance – celle avec les syndicats, à l'heure actuelle première organisation des travailleur·se·s. Aucune riposte contre l'extrême droite ne pourra se faire sans les syndicats. Et concernant les liens entre mouvement féministe et syndicats, beaucoup reste encore à faire.

Le dernier mouvement contre la réforme des retraites en France l'a mis dramatiquement en lumière lors du 8 mars 2023. Dans une sorte d'alignement des étoiles, non seulement le mouvement féministe l'avait tout particulièrement préparé, mais l'intersyndicale s'en était emparée pour faire du 7 et du 8 des journées de mobilisation, afin d'essayer de porter le départ en grève reconductible. Ce fut effectivement un immense succès féministe : en tout, près de 150 000 personnes ont manifesté le 8 mars dans toute la France. Mais on était très loin des 3 millions et demi de la veille... Et l'histoire a montré qu'il n'y a pas eu de départ en grève reconductible.

Les causes en sont multiples, et ont été analysées depuis, mais au-delà de ça, ce qui a très certainement joué, et que nous devons regarder en face également, c'est un manque de conviction de la part des syndiqué·e·s de la pertinence des revendications féministes, et de la grève pour le 8 mars en particulier. Ce travail reste encore très largement à faire, et c'est à nous de le porter, pour ce 8 mars, en construisant l'échéance avec les équipes

Pour cela, nous pouvons nous inspirer de la démarche de la Coordination féministe, qui a appelé à la grève féministe pour battre l'extrême droite pour le 25 janvier et le 8 mars^[8]. Ce type d'initiatives doivent être prolongées dans les mois qui viennent. Nous devons bien en avoir conscience, la polarisation dans laquelle nous nous trouvons ne peut mener qu'à une chose : féminisme ou barbarie. Mais rien n'est encore écrit.

En ce 8 mars 2025, même si la situation a changé, que reste-t-il de la quatrième vague féministe ?

Tout. Et pour cette raison, tout est encore possible.

Notes

^[1] Voir : <https://www.cadtm.org/8-theses-sur-la-revolution-feministe>.

^[2] Nancy Fraser, « Crise du care ? Paradoxes socio-reproductifs du capitalisme contemporain », in Tithi Bhattacharya (dir.). *Avant 8 heures, après 17 heures. Capitalisme et reproduction sociale*, Toulouse, éditions Blast, 2020.

^[3] Nancy Fraser, *op. cit.*, p. 47.

^[4] Félicien Faury, « Le vote d'extrême droite chez les petites classes moyennes », in Ugo Palheta (dir.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Éditions Amsterdam, 2024.

^[5] Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=A21EqA-PN8U>

^[6] Voir : https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/04/04/partout-un-fosse-potentiellement-dramatique-se-creuse-entre-les-jeunes-femmes-et-les-jeunes-hommes_6225866_3232.html

^[7] Voir : <https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/travaux-du-hce/article/rapport-2025-sur-l-etat-du-sexisme-en-france-a-l-heure-de-la-polarisation>

^[8] Voir : <https://coorfeministe.wordpress.com/greve-feministe-pour-battre-lextrême-droite/>